



Nouvelle tragédie dans le Canal de Sicile

La nouvelle tragédie qui s'est produite le dimanche 18 avril dans le Canal de Sicile et dans laquelle plus de sept cent personnes ont perdu la vie, nous pousse à réfléchir à l'évolution et aux conséquences du phénomène migratoire sur l'avenir même de la construction européenne.

L'instabilité dans de nombreux pays du rivage sud de la Méditerranée, en Afrique subsaharienne et dans le Moyen - Orient a provoqué une augmentation considérable du nombre de personnes qui abandonnent tout et fuient leurs pays pour des raisons politiques et/ou pour des raisons économiques. Ces personnes fuient des pays en proie à la misère, à la dictature, à la guerre, des Etats qui ne réussissent plus à garantir un minimum de sécurité et des moyens suffisants de subsistance à une population dont le nombre s'accroît constamment.

L'Europe ne peut pas rester impassible et insensible face à l'aggravation constante de cette très grave situation. Il est indispensable, au contraire, que l'Union européenne s'engage fortement pour mettre en œuvre des actions d'urgence et à moyen terme.

La réalisation d'une coopération structurée pour assurer le contrôle des frontières extérieures de l'Europe tant au Sud qu'à Est de l'Europe, semble maintenant impossible à différer davantage. Par ailleurs, un engagement important de l'Union européenne pour éradiquer les causes mêmes du désespoir qui pousse des millions de personnes à immigrer dans la recherche d'une vie meilleure, très souvent au prix de leur vie, est devenu absolument nécessaire et urgent. Pour cela, il est nécessaire que soient données à l'Europe les compétences et la légitimité pour agir. Pour faire face à la complexité et à l'urgence de l'action, il est indispensable que l'Union européenne se donne les pouvoirs et les ressources nécessaires en matière de politique étrangère, de sécurité et de gestion des flux migratoire et du droit d'asile.

L'Europe a apporté sur le continent africain de nombreux éléments de progrès matériel, comme les vaccins et les soins médicaux, sans s'engager durablement

jusqu'à aujourd'hui pour amorcer des processus de développement économique à long terme dans des cadres démocratiques. Il en résulte que les morts pour cause de famine ou de guerres civiles se sont substituées aux morts pour cause de maladie. Aujourd'hui en Afrique, on meurt certes beaucoup moins qu'il y a cent ans, mais on vit avec toujours moins de ressources et on est poussé, dans la logique même de la survie, à tenter de les trouver ailleurs, dans des « Eldorados » illusoire.

L'année 2015 marque une accélération du processus et il est devenu évident que les dispositifs actuels ne sont pas à la hauteur du problème et font reposer sur les seuls pays les plus proches des côtes africaines et orientales les conséquences de cet accroissement considérable des flux migratoires. Le coût en vies humaines de cette situation qui perdure est devenu insupportable pour les consciences européennes.

A l'obligation morale d'agir s'ajoute la nécessité politique. Nul n'ignore plus les liens entre les organisateurs du trafic d'êtres humains qui alimentent ces flux migratoires et le crime organisé et/ou le terrorisme international. L'immigration clandestine nourrit les réseaux maffieux et terroristes, aux morts s'ajoutent les victimes de l'exploitation maffieuse des survivants. Briser le cercle infernal de la misère, de la peur, de l'exploitation de populations entières, est aussi un moyen de lutter contre la gangrène terroriste.

Ce sont là des points sur lesquels l'Union européenne doit absolument se pencher avec beaucoup d'attention pour agir avec promptitude, efficacité et justice.

Les peuples d'Europe ont été unanimes dans l'émotion ressentie dimanche dernier à l'annonce de cette nouvelle catastrophe humanitaire aux larges de côtes italiennes, aux portes de l'Europe.

Ils ne comprendraient pas que les institutions de l'Union européenne ne se mobilisent pas pour rechercher une solution durable.

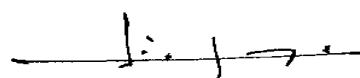
Les peuples d'Europe ne se reconnaîtraient plus dans une Europe impuissante qui renierait ses valeurs de solidarité humaine.

Le Président européen de l'AEDE



Silvano MARSEGLIA

Le Secrétaire Général de l'AEDE



Jean-Claude GONON